Zeitschrift: Schweizer Erziehungs-Rundschau : Organ für das öffentliche und private Bildungswesen der Schweiz = Revue suisse d'éducation : organe de l'enseignement et de l'éducation publics et privés en Suisse

Herausgeber: Verband Schweizerischer Privatschulen

Band: 33 (1960-1961)

Heft: 12

Rubrik: Schweizer Umschau

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Am 28. Juni hat Nationalrat Alfred Borel ein Postulat eingereicht, das insbesondere für Institute mit internationaler Schülerschaft von Bedeutung ist.

M. Alfred Borel:

Les préoccupations que nous procurent les problèmes posés à notre temps par l'intégration progressive politique et économique de notre continent ne doivent pas nous faire oublier l'aspect culturel de ce même développement. Dans le domaine de la vie universitaire en particulier, nombreuses sont les questions qui se posent et qui sont dignes de retenir notre attention.

C'est l'une de ces questions que j'ai tenu à aborder en déposant, avec quarante-deux cosignataires, le 19 mars 1959, un postulat invitant le Conseil fédéral à examiner l'opportunité de présenter aux Chambres un message concluant à l'adhésion de la Suisse à la Convention européenne relative à l'équivalence des diplômes donnant accès aux établissements universitaires du 11 décembre 1953.

Aux termes de cette convention, mise au point par le comité des experts culturels du Conseil de l'Europe, le diplôme donnant accès aux universités d'un Etat membre donne accès aux établissements analogues des autres Etats membres. Dans les pays comme le nôtre, où les universités sont autonomes, les gouvernements se sont engagés à faire tous leurs efforts pour obtenir l'acceptation des dispositions de la Convention.

Signée le 11 décembre 1953, la Convention est entrée en vigueur le 20 avril 1954. Elle a été ratifiée par tous les pays membres du Conseil de l'Europe à l'exception de la Suède. Il y a lieu d'ajouter qu'elle est ouverte aussi aux pays non membres du Conseil de l'Europe.

Cette convention n'est que la première d'une série d'instruments conventionnels portant:

a) sur la reconnaissance des diplômes donnant accès aux études supérieures,

b) sur la reconnaissance des séjours faits en cours d'études et des examens, autres que l'examen final, passés dans les universités d'autres Etats membres par des étudiants non diplômés,

c) sur la reconnaissance des diplômes universitaires.

A dessein, mon postulat ne porte que sur la première de ces conventions, celle qui pose les problèmes les moins difficiles en cas d'adhésion de la Suisse. Ces clauses faciliteraient en effet l'immatriculation d'étudiants étrangers auprès des universités suisses, mais aussi celle d'étudiants suisses auprès de la plupart des universités européennes. Elles ne portent pas sur les problèmes plus épineux sans doute de la reconnaissance des titres délivrés par ces mêmes universités.

L'adhésion de notre pays à la convention européenne du 11 décembre 1953 ne pose aucun problème particulièrement délicat, ce d'autant plus qu'elle n'engagerait d'une façon immédiate que l'Ecole Polytechnique et ne lierait nos universités cantonales que si celles-ci se décidaient à appliquer les clauses de la convention.

Une enquête entreprise en 1957 déjà auprès de nos établissements d'instruction supérieure a permis de dégager les raisons que l'on peut faire valoir soit contre, soit en faveur de l'adhésion de notre pays à la convention. On a exprimé la crainte que la convention entraînerait une diminution du niveau de nos études universitaires. Cet argument n'a rien de décisif au vu de la politique actuellement pratiquée déjà en matière d'équivalences. On a fait valoir le soin jaloux que nos universités ont de leur autonomie. Mais ce souci ne doit pas nous inciter à nous fermer dangereusement à des échanges ailleurs de plus en plus fréquents et fructueux.

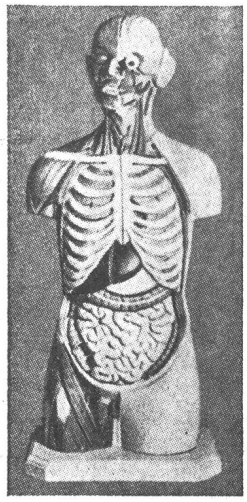
En toute objectivité, on peut affirmer que les avantages que notre pays et ses étudiants tireraient de la Convention l'emporteraient largement sur les inconvénients.

A l'appui de cette thèse, on peut faire valoir les arguments suivants:

Ainsi qu'une éminente professeur de l'Université de Genève l'a souligné à l'occasion d'un débat consacré à ce problème, les années d'études universitaires coïncident avec une période de liberté maximum qui vient s'insérer entre l'âge de l'obéissance enfantine et l'époque du conformisme adulte ou de son risque. Or en Suisse ces années sont fréquemment insuffisamment vécues par nos étudiants — leur expérience universitaire reste incomplète parce qu'ils habitent le plus souvent dans leur ville. Cette situation aggrave pour eux l'isolement suisse qui découle aujourd'hui de notre situation privilégiée — situation dont les conséquences culturelles sont très ambiguës.

Ce diagnostic doit nous inciter à prendre toutes les mesures propres à faciliter les échanges d'étudiants et leur séjour à l'étranger.

Nos étudiants l'ont bien compris, qui lors du récent congrès de Lausanne de l'Union nationale des étudiants suisses, ont voté à l'unanimité — une fois n'est pas coutume — une motion demandant au Conseil fédéral et à l'Assemblée fédérale l'adhésion de la Suisse, non seulement à la convention relative à l'équivalence des diplômes, mais aussi à la con-



Anschauungs- und Demonstrationsmaterial zur **Menschenkunde**

Modelle: Torso, Auge, Gehörorgan, Kehlkopf, Herz, Kreislauf, Atmungs- und Verdauungsorgane, Harnwege usw.
Künstliche Menschenskelette und Extremitäten.

Natürliche Knochenpräparate: Skelett, 3 Gehörknöchelchen, Knochenschnitte usw.

Tabellen: Blutkreislauf, Nervensystem, Muskulatur, Zähne, Haut und Zunge, Zellteilung usw.

Farbdias — Umriss-Stempel

Verlangen Sie die neuesten Spezialprospekte vom führenden Fachhaus

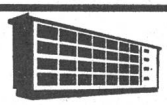
LEHRMITTEL AG BASEL Grenzacher Strasse 110 Telephon 061 32 14 53

Schulmaterial

Ringhefte, Ringbücher, Preßspanhefte, Zeichenpapiere, farbige Tonzeichenpapiere liefern rasch und vorteilhaft

Ritter & Co

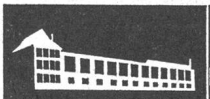
PAPIERE SPEISERGASSE ST. GALLEN
Tel. (071) 22 16 37



Neubau Bern

Dauerhafte Wäsche aus eigenen Webereien

Leintücher
Kissen
Bettanzüge
Toilettentücher
Hand- und Küchentücher
Tischtücher
Servietten
usw.



Weberei Bern

Weberei Tramelan

Leinenweberei
SCHWOB
Hirschengraben 7
Bern

Leistungsfähige Spezial-Waschmittel für Sie

Vorwaschen:
Dixin, Dilo, Mep, Silovo
Waschen:
Ondi, Natril Omag, Dixan, Milda
Nur je eines dieser Mittel genügt, um sauber, schonend und sparsam jede Grosswäsche zu bewältigen.

Bleichen:
Pursol

Henkel modernisiert das Waschen und Reinigen im Grossbetrieb. Unverbindlich arbeiten wir für Sie ein individuelles, modernes Waschprogramm aus. Bitte berichten Sie uns.

1

Henkel & Cie. AG, Pratteln BL, Grossverbrauch, Telephon (061) 81 63 31

vention culturelle européenne du 19 décembre 1954 à laquelle ont déjà adhéré quinze pays, à la convention relative à l'équivalence des périodes d'études universitaires du 15 décembre 1956, à la convention relative à l'équivalence des diplômes finaux signée le 14 décembre 1959.

Une politique plus libérale de notre pays dans ce domaine aurait un autre avantage: on sait que la création d'une Université européenne est à l'ordre du jour; cette idée a provoqué des réserves sur lesquelles je ne puis m'étendre aujourd'hui; mais le meilleur moyen d'éviter une centralisation critiquable dans ce domaine réside précisément dans la libéralisation du passage d'une université dans une autre. Dans le memorandum qu'il a présenté aux Ministères des affaires étrangères des six pays de la Communauté européenne le 13 octobre 1959, M. le Ministre Wigny suggère précisément l'harmonisation des dispositions permettant le passage d'une université à l'autre dans les six pays. Craignons ici encore les effets d'une discrimination qu'il nous serait facile de contribuer à prévenir.

On peut aussi espérer que l'adhésion de la Suisse à la Convention européenne de décembre 1953 donnerait une nouvelle impulsion aux efforts entrepris pour arriver à un véritable régime d'équivalence à tout le moins à l'intérieur de notre pays.

Enfin, il y a lieu de souligner que si nos étudiants sont unanimes à souhaiter la mesure d'adhésion que préconise le postulat que j'ai eu l'honneur de déposer, d'autres voix se sont à maintes reprises prononcées dans le même sens. Dans le rapport qu'il a présenté au nom de la Commission pour les relations intellectuelles devant la Conférence de l'Union Interparlementaire d'Helsinki en 1955, M. le sénateur Raffaele Ciasca a rappelé à juste titre que le Souverain Pontife, l'Association internationale des Universités, l'Unesco s'étaient tous affirmées en faveur du principe de l'équivalence des diplômes. La Conférence de l'Union Interparlementaire de 1955 a elle-mûme adopté à l'unanimité une résolution par laquelle «considérant les efforts faits depuis plusieurs années et les heureux résultats déjà obtenus pour l'équivalence des diplômes d'études secondaires et supérieures tant du point de vue académique que pour le libre exercice des professions, elle émettait le vœu que se développe progressivement une telle politique; et d'abord entre les Etats dont la structure intellectuelle est pareille et ceux qu'unissent des communautés et des alliances nées des origines culturelles, de la géographie et de l'histoire».

C'est précisément ce développement que veut très modestement amorcer la Convention européenne de décembre 1953. Ainsi que le remarquait l'honorable rapporteur de l'Union parlementaire, «au moment où l'on aura résolu le problème, on n'aura fait aucune révolution, aucun saut dans l'inconnu. Paradoxe uniquement en apparence, ce sera un retour au passé. Au moyen âge et à l'époque de la Renaissance, les étudiants et les professeurs circulaient librement d'une université à l'autre; ils étaient accueillis avec faveur partout où ils décidaient de s'établir. Les universités chrétiennes, grâce aux bulles du pape qui les avaient instituées, revêtaient un caractère international. Les glossateurs de Bologne avaient, comme patrie naturelle, l'Europe; ils faisaient partout des cours, jouissaient partout des privilèges dus à leur savoir»

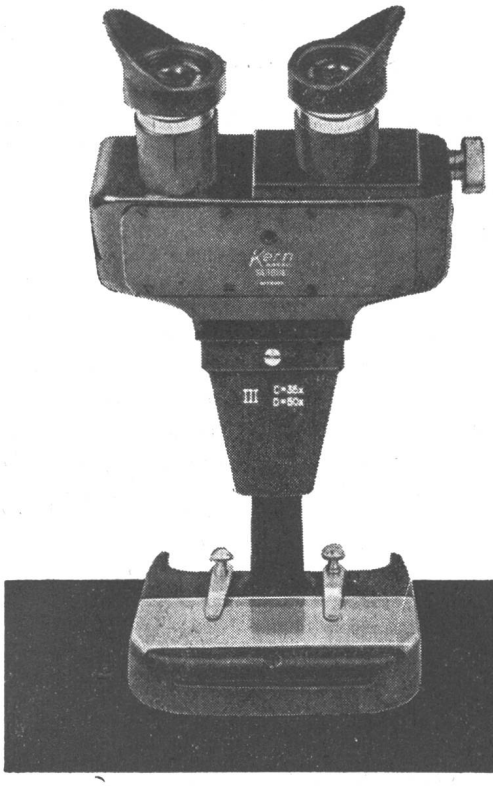
Toute autant de raisons, me semble-t-il, pour que le postulat que j'ai eu l'honneur de déposer trouve grâce devant ce Conseil et soit accepté avec le maximum de bienveillance par le Conseil fédéral.

Die Antwort von Bundesrat Tschudi lautet folgendermaßen:

Die Convention européenne relative à l'équivalence des diplômes donnant accès aux établissements universitaires wurde am 11. Dezember 1952 durch die Mitgliedstaaten des Europarates unterzeichnet. Seither haben alle diese Staaten die Konvention ratifiziert; in Ergänzung der Ausführungen von Herrn Nationalrat Borel hat also auch Schweden unterschrieben, und zwar vor einigen Wochen. Obwohl die Schweiz nicht Mitglied des Europarates ist, kommt der Beitritt für uns in Betracht, weil nach Artikel 6 dieser Konvention das Komitee der Mitglieder des Europarates weitere Staaten zur Unterzeichnung einladen kann.

Das Eidgenössische Departement des Innern hat sich bereits vor einigen Jahren mit der Konvention über die internationale Gleichwertigkeit der Maturitätszeugnisse befaßt. Wir haben damals die Erziehungsdirektoren der Hochschulkantone, den Präsidenten des Schweizerischen Schulrates sowie wegen der Medizinalberufe auch das Eidgenössische Gesundheitsamt ersucht, zur Frage des Beitrittes der Schweiz zur Konvention Stellung zu nehmen. Zustimmende Antworten gingen nur von den Erziehungsdirektionen der Kantone Fribourg, St.Gallen und Genf ein. Diese drei Kantone vertraten die Auffassung, die Konvention sei nicht von wesentlicher Tragweite; Maturitätszeugnisse, die in einem andern Land zum Hochschulstudium berechtigten, würden auch von ihren Hochschulen anerkannt. Alle andern befragten Instanzen äußerten sich damals negativ.

Kern-Prismenlupe



das vielseitige Instrument für den naturwissenschaftlichen Unterricht

Aufrechtes, seitenrichtiges, stereoskopisches Bild.
Grosser Abstand zwischen Objektiv und Objekt.
Auswechselbare Objektive mit 7—100facher Vergrösserung.
Strichplatten für die Verwendung als Messmikroskop.
Niedriger Anschaffungspreis für die Grundausrüstung, die sich entsprechend den Bedürfnissen beliebig erweitern lässt.
Verschiedene Stativ-Modelle und reichhaltiges Zubehör.
Einen ausführlichen technischen Prospekt stellen wir gerne zur Verfügung.

Kern & Co. AG, Aarau

Kern SWISS

Für den Schulanfang

Hefte
Preßspanhefte
Carnets
Schutzumschläge
Aufgabenbüchlein usw.

Verlangen Sie die Preisliste und Muster

EHRSAM-MÜLLER SÖHNE & CO.
Zürich 5 Limmatstrasse 34-40 Tel. (051) 42 36 40

Ringhefter (Schnellhefter m. d. beliebten Ringmechanik) fabriziert in eigener Werkstätte, ebenso gelochte Ersatz-Blätter in allen gangbaren Formaten und Lineaturen.

Für Handelsklassen: Besonders prakt. amerikanisches Journal-Heft, Format A 4, 18 Konti, lästige grosse Journal-Bogen überflüssig. Verlangen Sie Offerte!

ERWIN BISCHOFF, z. Ekkehard, Wil SG. Fachgeschäft für Schulbedarf

Genève École Kybourg
4, Tour-de-l'Ile

Cours spécial de français pour élèves de langue allemande

Préparation à la profession de Secrétaire sténo-dactylographe

Lehrmittel • Apparate • Demonstrationsmodelle — PHYSIK

AWYCO AG
OLTEN
Ringstr. 31 Tel. (062) 5 84 60

NEVA LEHRGERÄTE
zur Demonstration der physikalischen Grundlagen in
MECHANIK • OPTIK • WÄRMELEHRE • AKUSTIK • ELEKTRIZITÄT
ermöglichen den Aufbau von 50–100 Versuchen nach Baukastenprinzip an Hand der Gebrauchsanweisungen in wenigen Minuten auch während des Unterrichts
Die einzelnen Geräte eignen sich ausgezeichnet zum Demonstrieren durch den Lehrer und zu Schülerübungen

Prospekte und Vorführung der Geräte auf Anfrage

Für die ablehnende Stellungnahme sind vor allem zwei Argumente wesentlich:

1. Ein Beitritt der Schweiz hätte zur Folge, daß alle Ausländer prüfungsfrei aufgenommen werden könnten, wobei die mildesten Zulassungs- und Examensbedingungen eines Vertragsstaates zum Maßstab für alle Vertragsstaaten erhoben würden. Dadurch würde das wissenschaftliche Niveau der Studierenden und im Laufe der Zeit auch das Unterrichts- und Prüfungsniveau der Hochschulen selbst herabgesetzt. Als Beispiel wurde erwähnt, daß auch die schweizerischen Fakultäten Latein nicht mehr als Voraussetzung für die Immatrikulation aufstellen könnten, wenn ein Vertragsstaat Studierende ohne Lateinmaturität zum Studium zulassen würde. Zu Bedenken Anlaß gibt ferner die Tatsache, daß die Eidgenössische Technische Hochschule erst vor wenigen Wochen gezwungen war, die Aufnahmebedingungen für Studenten aus verschiedenen Staaten zu verschärfen, weil sich ungenügend qualifizierte Leute meldeten. Diese Kandidaten verfügen zwar über ein Maturitätszeugnis ihres Heimatstaates; sie werden aber dort doch nicht zum Studium zugelassen, unter der Begründung und mit Rücksicht auf die Überfüllung der Hochschulen, weshalb dort die bessern Anwärter berücksichtigt werden müssen. Man nimmt also in gewissen ausländischen Staaten nicht alle Kandidaten auf, die sich über ein Maturitätszeugnis ausweisen können, sondern nur die bessern Studenten. Endlich wird geltend gemacht, daß, bevor die Gleichwertigkeit der Maturitätszeugnisse anerkannt werde, eine gewisse internationale Übereinkunft in den Anforderungen bei diesen Examen herbeigeführt werden sollte. Wichtiger sei die materielle Übereinkunft der Examina als die offizielle Anerkennung der Ausweise.

Der zweite Einwand, der von verschiedenen Kantonen und Hochschulen erhoben wurde, ist folgender: Ein vom Bund beschlossener Beitritt zur Konvention würde einen schweren Einbruch sowohl in den kantonalen Zuständigkeitsbereich als auch in die Autonomie der Universitäten bedeuten. Durch eine internationale Bindung würde ein weiteres Stück der kantonalen Souveränität beseitigt.

Die Einwände der Eidgenössischen Technischen Hochschule, des Eidgenössischen Gesundheitsamtes und der Mehrzahl der Universitätskantone gegen den Beitritt zur Konvention haben zweifellos ihr Gewicht. Deshalb hat das Eidgenössische Departement des Innern im Einverständnis mit dem Politischen Departement seinerzeit die Angelegenheit nicht mehr weiterverfolgt. Es erscheint als fraglich, ob heute die Opposition gegen die Unterzeichnung der europäischen Konvention betreffend internationale Gleichwertigkeit von Maturitätszeugnissen von 1952 sich gelegt hat. Die Argumente der Gegner dürften nicht leicht zu widerlegen sein. Immerhin hat Herr Nationalrat Borel in der Begründung seines Postulates auch beachtliche Gründe angeführt, welche zu einer positiven Stellungnahme führen können. Meinerseits möchte ich hervorheben, daß eine Verstärkung der europäischen Zusammenarbeit auf dem Gebiete der Ausbildung und der Wissenschaft im Interesse unseres Landes liegt. Die Freizügigkeit für die kommenden Akademiker dient der Erweiterung ihres Horizonts. Es ist ohne Zweifel erwünscht, das Studium an ausländischen Universitäten zu fördern, und hiezu kann die Konvention dienen. Im Mittelalter, wie Herr Nationalrat Borel das angeführt hat, war es noch eine Selbstverständlichkeit, daß der Student durch ganz Europa von Universität zu Universität zog, und diese Freizügigkeit hat sich gewiß günstig für die Wissenschaft und für die Kultur ausgewirkt. Bei dieser Sachlage erscheint es trotz den Einwänden als richtig, das Problem nochmals gründlich nach allen Seiten abzuklären. In diesem Sinne und zu diesem Zwecke ist der Bundesrat bereit, das Postulat entgegenzunehmen.

*

Das Volksbildungsheim Neukirch an der Thur veranstaltet vom 10. bis 15. April 1961 eine Werkwoche für Stoffdrucken, Modellieren, Mosaik. Prospekte durch das Sekretariat.

*

Die Schweizerische Staatsbürgerliche Gesellschaft führt vom 16. bis 21. Juli 1961 in Saas-Fee unter der Leitung von Zentralpräsident P. Kopp, Stadtpräsident von Luzern, ihren 9. Ferienkurs durch. Das Zentralthema heißt: «Schweizerische Zukunftsaufgaben».

Neben Bundesrat Wahlen konnten weitere namhafte Referenten gewonnen werden.

Programme beim Sekretariat der Schweizerischen Staatsbürgerlichen Gesellschaft, Forchstraße 147, Zürich.

*

Bücherbesprechung — Berichtigung

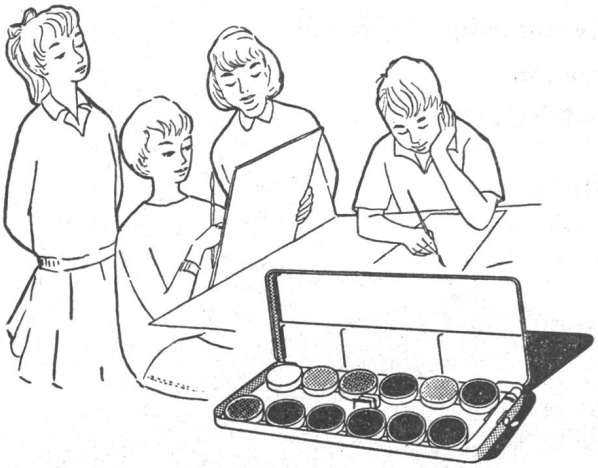
In der Dezember-Nummer 1960 ist ein Druckfehler unterlaufen. Bei der Besprechung des Buches *Kelle* muß es heißen «Lebendige Heimatflur». Wir bitten um Kenntnisnahme.

Schulmaterialien und Lehrmittel

beziehen Sie am vorteilhaftesten durch das

Spezialhaus für Schulbedarf

ERNST INGOLD & CO.
Herzogenbuchsee

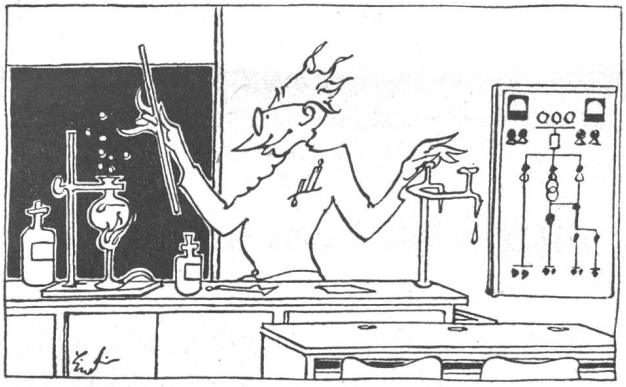


Eine Freude, mit dem Pelikan-Deckfarbkasten 735/12 zu malen

Der Farbkasten enthält 12 gut deckende, leuchtende und matt auftrocknende Pelikan-Deckfarben und eine Tube Deckweiss, deren Kappe sich mit dem Tubenschlüssel leicht öffnen und schliessen lässt. Der Pelikan-Deckfarbkasten 735/12 ist praktisch und stabil; die Ecken sind abgerundet, die Kanten umgebördelt, um Verletzungen zu verhüten.

In Fachgeschäften erhältlich.

Über 120 Jahre Erfahrung in der Farbenherstellung **Pelikan**



Erste Spezialfirma für

Physik-, Chemie- und Labor-Einrichtungen
Hörsaal-Bestuhlungen, Zeichentische
Elektr. Experimentieranlagen
Fahrbare- und Einbau-Chemiekapellen

Wir projektieren, konstruieren und fabrizieren

ALBERT MURRI & CO. — WABERN-Bern
Parkstrasse 25 Telephon (031) 5 39 44

Ein Fortschritt in der Reisszeug-Fabrikation:

Präzisions-Reisszeuge aus rostfreiem Chrom-Stahl

WILD
HEERBRUGG

Erhältlich beim Optiker und in Papeterien

Leuchtendes Malen mit den strahlenden Farben
NEOCOLOR

Jetzt in 30 ausgewählten Farbtönen

auf allen Materialien verwendbar!

CARAN D'ACHE

Die idealen Farben für die grosszügige, deckkräftige und mischreiche Maltechnik
30 Farben Fr. 10.60

Institut auf dem Rosenberg St.Gallen

Schweizerisches Landschulheim für Knaben (800 m ü. M.)

Primar-Sekundarschule, Real-, Gymnasial- und Handelsabteilung. Spezialvorbereitung für Aufnahmeprüfung in die Handels-Hochschule St.Gallen, ETH und Technikum. Staatliche Deutsch-Kurse. Offiz. franz. und engl. Sprachdipl. Juli/Sept.: Ferien-Sprachkurse. Schülerwerkstätten. Gartenbau.

GRUNDGEDANKEN

1. **Schulung des Geistes und Sicherung des Prüfungserfolges durch Individual-Unterricht in beweglichen Kleinklassen.**
2. **Entfaltung der Persönlichkeit durch das Leben in der kameradschaftlichen Internatsgemeinschaft, wobei eine disziplinierte Freiheit und eine freiheitliche Disziplin verwirklicht wird.**
3. **Stärkung der Gesundheit durch neuzeitliches Turn- und Sporttraining in gesunder Höhenlandschaft** (800 m ü. M.)

Persönliche Beratung durch die Direktion:
Dr. Gademann, Dr. Reinhard, Dr. Lattmann

Erfolgreiche Zusammenarbeit von Textil-Berufsschulen

In der Textilfachschule Zürich werden im Rahmen des normalen Ausbildungsprogrammes die verschiedensten Gewebe hergestellt. In der Modeschule Friedmann, Zürich, können diese Erzeugnisse weiter verarbeitet werden. Es gehört zur Tradition dieser Schule, jedes Jahr eine eigene, von ihren Schülern entworfene Modell-Kollektion herzustellen und an ihrer internen Modeschau vorzuführen.

Herr Direktor Keller, der neue Leiter der Textilfachschule, hat aus seiner Schülerweberei eine ganze Reihe von Stoffen für die Modeschülerinnen zur Verfügung gestellt. Aus den gemeinsamen Anstrengungen der beiden Schulen haben die künftigen Fachleute für Gewebe mit den in Ausbildung begriffenen Modezeichnerinnen, Modellistinnen und Directricen für Damen-Konfektion eine sehenswerte und originelle Modeschau geschaffen.

Diese wird zweimal gezeigt, nämlich:
am Samstag, den 18. März in der Textilfachschule, Wasserwerkstraße 119, Zürich, und
am Mittwoch, den 22. März im Gartensaal des Kongreßhauses, Zürich.
Der Beginn ist auf punkt 15 Uhr festgesetzt. Die Modelle werden von den Modeschülerinnen persönlich vorgeführt.

Außer der erstmaligen Originalität dieser interessanten Schau gewährt diese Einblick in die verschiedensten Textil-Berufe, zum Beispiel
für Männer: Textil-Entwerfer, Webermeister, Webereitechniker, Textiltechniker, Disponent, Textilkaufmann;
für Frauen: Textil-Entwerferin, Modezeichnerin, Modellistin, Schnittmacherin, Zuschneiderin, Hilfsdirectrice.

Die Frauenberufe und der Textil-Entwerfer können in Fachkursen erlernt werden. Für die übrigen Berufe ist vorgängig ein Praktikum erforderlich.

Weitere Auskünfte erteilen bereitwilligst die beiden Schuldirektionen.

Handelsschule Gademann Zürich

Ausbildung für Handel, Industrie, Verwaltungen, Banken und Versicherungen. **Handelsdiplom. Höhere Handelskurse** für leitende Stellungen. Diplomkurse für Direktions-Sekretärinnen und Hotel-Sekretärinnen.

Unterricht in einzelnen kaufmännischen Fächern und Hauptsprachen einschliesslich Korrespondenz nach Wahl. Deutsch für Fremdsprachige.

Individueller raschfördernder Unterricht. Abteilung für Erwachsene. **Tages- und Abendschule.**

Prospekte durch das Sekretariat:
Gessnerallee 32, Telephon 051 25 14 16